



Vue du Port Autonome de Douala

# Cameroun

## L'ouverture

### Une terre de tolérance

**L**e Cameroun est un pays d'Afrique centrale dont la façade atlantique dessine les contours du Golfe de Guinée. Composé de plus de 200 ethnies, cet Etat s'est consolidé dans ses frontières actuelles en 1961, l'année suivant l'indépendance du protectorat français. Depuis, la République du Cameroun est en perpétuel développement et jouit d'une stabilité politique et diplomatique remarquable. Membre à la fois du Commonwealth et de la Francophonie, le Cameroun est une terre de tolérance, où cohabitent anglophones et francophones, Chrétiens, Musulmans et Animistes. En conformité avec un arrêt de la Cour Internationale, le retrait du Nigeria, en juin dernier, de la presqu'île de Bakassi, zone de litige depuis 1994, a parachevé la bonne entente qu'entretient Yaoundé avec ses voisins.

### Un climat politique apaisé

Plusieurs fois confirmé à la tête de l'Etat, Paul Biya a été réélu en 2004 avec plus de 70% des voix. Conforté dans son rôle de président, il a engagé son pays sur la voie du multipartisme dans les années 1990. Le climat n'en est que plus apaisé.

*« A quelques mois de consultations électorales importantes, il est capital que chacun d'entre nous, quelles que soient ses convictions, entretienne cette atmosphère de tolérance et de dialogue, a souhaité le président lors de ses vœux pour 2007. Pour sa part, le gouvernement fera en sorte que les scrutins se déroulent dans le calme et la transparence. »*

Une loi, votée en décembre 2006 par l'Assemblée nationale, propose un nouveau dispositif pour concrétiser cette démarche. ElecCam, contraction d'"Elections Cameroon", statuera sur l'organisation et la gestion de l'ensemble du processus électoral. Parmi les autres initiatives importantes du gouvernement, la lutte contre la corruption, que le Président Biya a décidé d'attaquer de front en mettant en place, en mars 2006, la Commission nationale anti-corruption, chargée de recenser les cas d'irrégularités. Le premier ministre Ephraïm Inoni a, de son côté, appelé les différents ministères à une plus grande discipline.

Le "progrès social" reste l'une des priorités du pouvoir. Afin d'avoir la possibilité de donner au plus grand nombre l'accès à l'éducation, l'Etat a recruté l'année dernière plus de 10 000 instituteurs et créé des établissements universitaires. Dans le domaine de la santé, un nouveau plan stratégique national contre le SIDA est venu prolonger celui initié en 2000 pour améliorer la prévention et l'éducation autour du VIH. Le Cameroun est en passe, selon un rapport de la Banque mondiale paru en novembre dernier, d'atteindre les objectifs de développement pour le millénaire (ODM) qui prévoient de diminuer de moitié la pauvreté d'un pays d'ici 2015. ■



Le Président Paul Biya



La SONARA à Limbé (Société Nationale de Raffinerie)

## L'énergie comme moteur d'avenir

Pour être tout à fait concurrentiel, le pays cherche aujourd'hui à se diversifier. Le gouvernement entend miser en priorité sur l'énergie. Grâce en partie à la construction, en 2001, de la centrale à fuel lourd de Limbé, la capacité en énergie thermique est passée de 40 MW à 160 MW en quatre ans. Surtout, le Cameroun dispose du deuxième plus grand potentiel d'énergie hydroélectrique d'Afrique, après la République démocratique du Congo. Parmi les grands projets annoncés pour 2007, le barrage de Lom Pangar, situé sur la Sanaga, le plus important fleuve du pays. AES-Sonel, société chargée de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique au Cameroun, dispose de 170 milliards de Francs CFA (259 millions d'euros) pour procéder à l'extension de ses barrages et au réaménagement de son réseau. Cette somme, octroyée par des banques et des organismes privés, est la plus forte jamais accordée à une entreprise privée en Afrique. Le développement du secteur de l'énergie est un préalable à l'accomplissement des grands projets industriels du pays, tels qu'énoncés par Paul Biya lors de ses vœux aux Camerounais : augmentation de la production d'aluminium, création d'un pôle de construction navale, développement d'une industrie chimique et pétrochimique, réorganisation de la filière coton/textile, exploitation des minerais de bauxite, de fer et de cobalt... L'activité touristique figure également au menu des secteurs d'avenir, avec en premier lieu la création de l'Office national du tourisme et la privatisation progressive du parc hôtelier. ■

## Un président volontaire pour 2007

Lors des vœux à ses compatriotes, le président de la République camerounaise Paul Biya a montré toute l'ambition qu'il nourrit pour son pays : développement économique, progrès social et dialogue. Evoquant « le soutien de la communauté financière internationale », le chef d'Etat s'est attardé sur les efforts qui ont à l'allègement de la dette.

« Pour des raisons évidentes, nous avons dû donner la priorité à l'économie », a expliqué le président, évoquant notamment les actions menées en matière d'équilibrage des finances publiques et de gouvernance... Cette étape doit maintenant servir à relancer la croissance, « seule façon de créer des opportunités d'emploi et de faire régresser durablement le chômage ».

Partant de cet événement, Paul Biya a énoncé les grands chantiers sur lesquels son gouvernement devra travailler en 2007. Outre le développement des infrastructures et la diversification des activités, le président a mis l'accent sur la situation des entrepreneurs et des agriculteurs :

« Des solutions adaptées aux besoins de ces différentes catégories devront être recherchées auprès d'établissements financiers appropriés, sans écarter le recours au micro-crédit qui connaît le succès dans certaines parties du monde. »

Fier de « l'atmosphère de tolérance et de dialogue » qui règne sur le Cameroun, il a exprimé sa volonté de voir enrayés, avec le concours de tous, les fléaux que sont la pauvreté, le chômage, la corruption et l'insécurité. ■

« L'amélioration des conditions de vie c'est aussi la sécurité dans tous les sens du terme. [...] Nous allons dégager une nouvelle fois des moyens supplémentaires et en sanctionnant les coupables de manière exemplaire. »

Prenant enfin exemple sur les pays d'Asie du Sud-Est, Paul Biya a fait part de son optimisme quant aux progrès réalisables par son pays :

« A force de travail, de progrès éducatif et de patriotisme, ces pays, aujourd'hui "émergents", ont fait reculer la pauvreté et sont en voie de rejoindre les pays les plus avancés. Même si nous ne pouvons pas avoir cette prétention [...], il ne nous est pas interdit de nous inspirer de leur expérience. » ■



Services Centraux de la BEAC à Yaoundé

## L'ambition retrouvée

Depuis plus d'une dizaine d'années, le Cameroun renoue avec la croissance et envisage, après avoir réalisé un taux encourageant de 3,7 % en 2006, d'atteindre le chiffre de 4,5 % en 2007. L'année dernière, un verrou important qui freinait jusque là le décollage du produit intérieur brut (PIB) a sauté. Après plusieurs tentatives, le Cameroun a atteint en avril le point d'achèvement de l'initiative dite des Pays pauvres très endettés (PPTÉ),

qui doit progressivement entraîner un allègement substantielle de sa dette. Alors qu'elle culminait à 5 000 milliards de francs CFA (7 620 millions d'euros), celle-ci diminuerait de plus de moitié. Approuvant la décision des instances économiques mondiales, le Club de Paris, qui réunit 19 pays créanciers dont la France, a annulé la quasi-totalité des emprunts contractés par le Cameroun. Les relations avec le Fonds monétaire internationale (FMI) sont favorisées, laissant entrevoir

un partenariat de qualité, comme l'a annoncé récemment son directeur général en visite à Yaoundé, Rodrigo de Rato. Après des années d'austérité, le Président Paul Biya désire que le Cameroun émerge sur la scène internationale, dans la perspective de l'ouverture des marchés en janvier 2008. Avec une augmentation de près de 25% des dépenses d'investissement public pour 2007, le gouvernement veut se donner les moyens de ses ambitions. ■

## Des richesses à exploiter

Le Cameroun ne manque pas de ressources. Le pays possède d'importants gisements de fer, de bauxite, d'uranium, d'aluminium et d'or, dont une grande partie restant encore à explorer. Exploitée depuis les années 1970, la rente pétrolière est une véritable manne qui procure au pays plus de 40% de ses recettes chaque année. Grâce à l'augmentation du prix du brut, les recettes pétrolières devraient être multipliées par deux entre 2005 (356 milliards de Francs CFA, soit 540 millions d'euros) et 2007 (estimées à 705 milliards de Francs CFA, soit 1 070 millions d'euros). L'Etat perçoit des taxes et des royalties sur le brut tchadien, exporté via un pipeline par le terminal de Kribi au

Sud du Cameroun. La découverte de nouveaux gisements dans le pays même, comme encore récemment sur le bloc offshore Dissoni, dans la région du Rio Del Rey, offre aussi de belles perspectives. « Toutes les industries de transformation des matières premières du cru (bauxite, bois, pétrole, produits agricoles, etc.) sont des secteurs où nous pouvons dégager d'importantes plus-values », estime Charles Metouck, président du Syndicat des industriels du Cameroun. Le Canadien Alcan et l'Etat camerounais, tous deux détenteurs de l'usine Alucam, ont signé fin 2005 la modernisation et l'expansion de cette fabrique de transformation d'aluminium afin de tripler sa capacité de production.



Oléoduc Tchad-Cameroun

L'agriculture reste également un secteur clé.

« Dans le domaine des produits agricoles [...], il suffit de regarder autour

du Cameroun pour voir qu'il y a une demande importante qui s'exprime au Nigeria voisin ou en République démocratique du Congo. L'augmentation du niveau de vie au Tchad

étant elle aussi à prendre en compte », précise Charles Metouck.

En 2004, le pétrole et les produits miniers représentaient encore

plus de la moitié du volume des exportations du Cameroun, les produits agricoles (fèves de cacao, coton, café, bois, bananes), 43 %. ■

## Privatiser, c'est gagner

### Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1997	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (p)
<b>Formation brute de capital</b>	<b>15.0</b>	<b>19.8</b>	<b>18.1</b>	<b>18.3</b>	<b>20.8</b>	<b>24.3</b>	<b>24.6</b>
Publique	2.4	2.3	2.3	2.4	3.7	6.0	5.3
Privée	12.6	17.5	15.8	15.9	17.1	18.3	19.3
<b>Consommation finale</b>	<b>81.0</b>	<b>81.0</b>	<b>82.2</b>	<b>80.6</b>	<b>77.8</b>	<b>74.3</b>	<b>75.6</b>
Publique	9.0	10.2	10.0	10.2	9.1	9.2	9.7
Privée	72.0	70.8	72.2	70.4	68.7	65.0	66.0
<b>Solde extérieur</b>	<b>4.0</b>	<b>-0.8</b>	<b>-0.3</b>	<b>1.1</b>	<b>1.3</b>	<b>1.4</b>	<b>-0.2</b>
Exportations	23.3	19.9	20.2	19.7	21.1	21.4	19.8
Importations	-19.3	-20.7	-20.5	-18.6	-19.8	-20.0	-20.0

Source OCDE : Données du ministère de l'Economie et des Finances ; calculs des auteurs pour les prévisions (p).



Le Cameroun

Pour mener à bien ses projets, le gouvernement table sur l'implication du privé. Depuis dix ans, 23 sociétés publiques camerounaises ont été mises sur la marché dans sept grands secteurs : l'agriculture et l'agro-industrie, le bois et la manutention, les transports ferroviaires et maritimes, l'énergie, les banques et les assurances, les télécoms et l'édition. Dans le but d'accélérer la privatisation de son fleuron national, la compagnie aérienne Camair, le président Biya a créé en septembre 2006 la Cameroon Airlines Corporation (Camair Co), rendant possible la souscription au capital d'un partenaire stratégique à hauteur de 51%. L'acquisition de ces parts intéresse fortement plusieurs investisseurs étrangers, à l'image des principales activités du port de Douala, privatisées entre 2003 et 2004. Dans les autres secteurs, le désengagement progressif de l'Etat est déjà effectif, comme dans certaines entreprises agro-industrielles ou d'élevage. C'est notamment le cas de Chococam (chocolat), de Socapalm (huile) et de Camsuco (sucre). Le rachat de cette dernière et de sa rivale Sosucam par le groupe français Somdiaa a fait émerger sur le marché national un pôle leader doté d'une capacité de production de 200 000 tonnes par an.

Les résultats de ces efforts sont visibles. En 1998, un consortium, composé des groupes

français Saga (appartenant au groupe Bolloré) et sud-africain Comazar, a repris sous la forme d'une concession la Régie des chemins de fer du Cameroun (Regifercam), devenue alors Camrail. Le trafic de fret de l'entreprise en a nettement bénéficié. Depuis la libéralisation du secteur de la téléphonie mobile en 1999, le nombre d'abonnés est passé de moins de 5000 à plus de deux millions. Entre janvier et décembre 2006, l'opérateur Orange a augmenté de près de 30% sa clientèle. Au total, les privatisations devraient rapporter plus de 500 milliards de dollars à l'économie camerounaise.

## Une force régionale certaine

Depuis le 30 juin 2006, des valeurs mobilières sont échangées à la bourse de Douala, la Douala Stock Exchange, initiée par le Président Biya.

Lors de son lancement, le ministre de l'Economie et des finances, Polycarpe Abah Abah a souligné l'importance de cette institution « qui fait avancer [le] pays de manière irréversible sur le plan régional, le Cameroun est membre de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et le pivot de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), dont elle représente plus de la moitié du PIB. Yaoundé abrite la Banque Centrale des Etats d'Afrique centrale (BEAC). Devenu le pays le plus puissant de la zone Franc, le Cameroun en est l'un des rares pays à avoir respecté, en 2006, les critères de convergence mis en place par les banques centrales des deux régions francophones d'Afrique de l'Ouest et centrale. Avec un taux d'inflation inférieur à 3% (2,9%), un solde budgétaire positif et une dette inférieure à 70% du PIB (55%), le Cameroun possède ce que les économistes appellent de "bons fondamentaux". ■

# Peser dans le monde



Crédit Photo : AFP

Le Président Jacques Chirac et son homologue le Président Paul Biya

**P**our les pays du Golfe de Guinée, l'heure est aujourd'hui aux Accords de partenariat économique (APE). Ces traités commerciaux doivent être conclus à partir de 2008 entre les pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), auquel appartient le Cameroun, et ceux de l'Union européenne. Ils reposeront sur la base d'une zone de libre-échange, supprimant les droits de douanes et les mesures non tarifaires. Le Cameroun qui se prépare à la naissance de ce grand marché s'est entendu entre temps avec un autre partenaire : la Chine. Au mois de novembre dernier, Pékin a annoncé l'octroi de 37 milliards de Francs CFA (56 millions d'euros) à son ami africain dans le cadre de projets, majoritairement dans le domaine des nouvelles technologies.

Le gouvernement des États-Unis a participé à divers projets liés à l'énergie, y compris à la construction du pipeline entre le Tchad et le Cameroun achevé en 2003. Dans le secteur de l'aéronautique, Camerounais et Américains ont signé en 2006 un accord dit "ciel ouvert" qui facilite les liaisons directes entre le Cameroun et les États-Unis sur la base d'une libéralisation totale des services aériens.

Bien que les partenaires se multiplient, la France reste le deuxième plus gros client du Cameroun derrière l'Espagne et son deuxième plus gros fournisseur derrière la Nigeria. Sur le premier semestre 2006, le commerce entre la France et le Cameroun est devenu excédentaire pour la première fois en faveur du pays d'Afrique centrale (1,054 million d'euros), grâce à l'augmentation du prix du pétrole. La France est aussi

le premier investisseur du Cameroun, dont le sol accueille 160 filiales et 200 entreprises hexagonales. Parmi elles, la société des Brasseries du Cameroun est la quatrième entreprise du pays ; Orange Cameroun, la sixième. En outre, la France est le premier partenaire de son ami africain en matière d'aide au développement.

En juillet 2006, le Président Paul Biya s'est rendu en visite à Paris pour entretenir les relations entre les deux pays. Quelques semaines auparavant, le président français Jacques Chirac avait signé avec son homologue un Contrat de Désendettement Développement (C2D) permettant au Cameroun de disposer d'une aide comprise entre 65 et 70 milliards de Francs CFA par an (environ 100 millions d'euros). Cette nouvelle forme d'allègement de dette consiste à reverser au pays débiteur les sommes qu'il s'engage à rembourser au titre de cette dette. Étale sur cinq ans, le C2D porte sur la totalité des 350 milliards de francs CFA (environ 530 millions d'euros) contractées auprès de la France. Le gouvernement camerounais souhaite aujourd'hui utiliser ces fonds pour réaliser des projets dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'environnement, et pour renforcer les infrastructures du pays. Les 15 et 16 février, à Cannes, France et Cameroun ont participé au 24<sup>e</sup> sommet Afrique-France, présidé par Jacques Chirac. Les États présents ont été invités à discuter de la place de l'Afrique dans le monde et, en particulier, des thèmes de la société de l'information et des matières premières. L'événement a été l'occasion pour le Cameroun de s'affirmer en tant que puissance émergente et de voir soutenus et accompagnés ses efforts de libéralisation économique. ■

## La priorité au développement

Ces dernières années, la question du développement a dominé les discussions entre le Cameroun et la France. Un Document Cadre de Partenariat (DCP) a été signé en août dernier pour préciser les termes de la coopération bilatérale pour la période 2006-2010. Au cours de cette période, 570 millions d'euros reviendront au Cameroun, ce qui en fait le premier pays bénéficiaire d'une aide hexagonale en Afrique subsaharienne. Cet apport financier ajouté aux sommes allouées dans le cadre du Contrat de Désendettement-Développement (C2D) permettent au Cameroun de bénéficier de 300 millions d'euros supplémentaires par an. Le DCP définit plusieurs programmes prioritaires comme l'amélioration de la gouvernance et l'appui à la réalisation des objectifs du millénaire. Le C2D sera, pour sa part, la base de 27 projets dans les secteurs de l'éducation, de la santé publique, du développement urbain et rural, de l'aménagement du territoire et du développement social. La voirie et l'assainissement de rues de Douala et de Yaoundé y occupent une place spéciale.

Réalisation OMNIA International,  
Marie-Gabrielle Palau.  
Coordination STRATLINE Communication,  
Yasmine Bahri-Domon.  
Rédaction : Gaël Lombart.  
Graphisme : Patricia Jadrosic.  
yasminebahri@stratline-communication.com  
info@omniomag.com